

Rapport annuel Jahresbericht

—
2018

Ministère public



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**
ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Ministère public MP
Staatsanwaltschaft StA

Table des matières

1.1	Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2018	4
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Tableaux statistiques	14
1.1	Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2018	16
1.1.1	Allgemeines	16
1.1.2	Statistische Tabelle	26

Introduction


Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2018.

Fribourg, le 21 janvier 2019


Fabien Gasser
Procureur général


Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2018

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2018, la charge globale du Ministère public a été lourde ; elle est toutefois demeurée relativement stable et supportable compte tenu des effectifs.

En termes de chiffres, la situation se distingue peu de l'année précédente. Le Ministère public a connu une augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 955 unités) et par voie de conséquence du nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2018 (+ 275 unités). Ses ordonnances pénales définitives ont aussi subi une augmentation (+ 591 unités), alors que la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement reste stable à environ 64%. Les renvois aux Tribunaux d'arrondissement ont également augmenté (+ 73 unités). Le recours à la détention avant jugement demeure toujours élevé, malgré une diminution à 204 personnes détenues en 2018 (- 61 personnes). Enfin, le nombre de désignation d'un défenseur a diminué (- 75 défenseurs). Ces résultats sont le fruit des efforts soutenus et permanents de l'ensemble des procureurs¹ et de leurs collaborateurs, qui sont chaleureusement remerciés pour leur engagement.

En 2018 est entré en vigueur le nouveau droit des sanctions qui a entraîné des adaptations entre le Ministère public et le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation² respectivement une diminution des cas du juge d'application des peines³. Par ailleurs, dans le cadre des contrôles postérieurs du procureur général, les cas d'expulsions et de recours à la clause de rigueur ont fait l'objet d'une attention particulière. Toujours sur le plan légal, l'avant-projet de modification du code de procédure pénale a donné lieu à une prise de position détaillée du Ministère public, dans le but notamment de rendre compte des effets de certaines modifications proposées. Sur le plan informatique, de nouvelles étapes ont été franchies en vue de la gestion électronique des dossiers. Enfin, sur le plan personnel, un nouveau concept de mini-formations a été mis sur pied.

1.1.1.2 Les activités générales

1.1.1.2.1 En général

	2018	2017
Procédures enregistrées ⁴ en	15'048	14'093
Procédures pendants au 31.12.	4'399	4'124
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ⁵	492	436

1.1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendants

1.1.1.2.2.1 Procédures enregistrés

Répartition des procédures enregistrées	2018	2017
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	14'889	13'853
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	10	12

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

² Ci-après SESPP.

³ Ci-après JAP.

⁴ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

⁵ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

Répartition des procédures enregistrées	2018	2017
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	0	1
Procédures du JAP	149	227
Total	15'048	14'093

	2018	2017
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'612	12'821
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'436	1'272

	2018	2017
Procédures enregistrées en français	12'738 (84.65%)	11'985 (85.04%)
Procédures enregistrées en allemand	2'310 (15.35%)	2'108 (14.96%)

1.1.1.2.2. Procédures pendantes

	2018	2017
en instruction (sous la compétence du procureur)	4'241	3'973
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	158	151
Total	4'399	4'124

1.1.1.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2018	2017
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	492 (dont 65 procédures suspendues)	436 (dont 68 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2018, de l'année :

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
0	3	11	11	12	39	77	339	492

1.1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

1.1.1.2.3.1 En général

	2018	2017
Ordonnances de non entrée en matière	1'892	1'739
dont les cas de levée de corps	139	133
Ordonnances de suspension	1'023	871
Ordonnances de classement	853	931
Ordonnances pénales	9'188	8'611
Actes d'accusation	418	345
Confiscations indépendantes	0	1
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	149	245
Décisions de dessaisissement	582	481
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	7	8
Décisions de renvoi à la police cantonale	257	197
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	3'188	3'225
Commissions rogatoires nationales	25	21
Commissions rogatoires internationales	78	104
Classements sans suite	94	97

1.1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

Ordonnances pénales et de conversion	2018	2017
Ordonnances pénales définitives	8'773	8'182
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	415	429
Total	9'188	8'611

1.1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2018	2017
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	235	169
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	100	92
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	9
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	15	8
Actes d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	67	67
	1	0
Total	418	345

1.1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2018	2017
Ordonnances du JAP		
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	31	96
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	3	17
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	110	131
Oppositions aux ordonnances du JAP	1	0
Autres ordonnances du JAP	4	1

1.1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

	2018	2017
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
0 à 1 mois	23.38%	22%
1 à 2 mois	21.95%	22.25%
2 à 3 mois	18.82%	20.14%
3 à 6 mois	22.77%	21.22%
6 à 12 mois	9.79%	9.59%
12 à 18 mois	1.85%	2.82%
18 à 24 mois	0.62%	0.82%
24 à 36 mois	0.41%	0.6%
Plus de 36 mois	0.41%	0.56%

1.1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁶

	2018	2017
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	10	9
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	10	9
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	834	733
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	82	80
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	1'882	1'965
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	106	125
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	31	18
Autres infractions du code pénal	2'822	2'483
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4'141	4'050
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1'656	1'582
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'479	1'246
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2'954	2'407
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁷	2'958	2'845

⁶ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

⁷ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

1.1.1.2.4 Détention provisoire

	2018	2017
Nombre de personnes en détention provisoire	204	265
Nombre de jours de détention	20'999	24'927

1.1.1.2.5 Recours

	2018	2017
Recours interjetés par les procureurs		
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	24
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4	0

1.1.1.2.6 Défenseurs

	2018	2017
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	208 73	283 100

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

1.1.1.2.7 Contrôle du procureur général

	2018	2017
Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs		
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	8	1
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	5	16

1.1.1.3 Le personnel

1.1.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2018, le Ministère public compte 58.7 (EPT⁸) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.7 EPT) et les collaborateurs administratifs des procureurs (14.7 EPT) ainsi qu'une (0.9 EPT) conseillère économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (4.4 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (4 EPT) et les apprentis (2 EPT). Au total, ce sont 78 personnes qui travaillent au Ministère public

⁸ Equivalent plein temps.

1.1.1.3.2 La Direction du Ministère public

Se fondant sur les rapports des groupes de travail conduits par les procureurs spécialistes, lesquels s'étaient entourés de collaborateurs de la Police cantonale et d'autres services travaillant de manière étroite avec le Ministère public, le procureur général a défini, avec le Conseil d'Etat, les axes de la politique de lutte contre la criminalité pour la période 2018 à 2021 (arrêté du Conseil d'Etat du 8 mai 2018). Ont ainsi été retenus le renforcement de la gestion des risques et des menaces avec la création d'une cellule de *case management* auprès de la Police cantonale en charge de la récolte et de l'échange de données sur les personnes dites à risque, la lutte contre la violence incluant les violences domestiques et l'intensification du travail de prévention auprès des mineurs, la lutte contre les stupéfiants, la lutte contre la cybercriminalité, la lutte contre la criminalité organisée, la lutte contre le travail au noir et la lutte contre les incivilités. Ces axes ont été présentés dans le cadre d'une conférence de presse organisée par la Direction de la sécurité et de la justice⁹ le 27 juin 2018. Un organe de pilotage, réunissant le procureur général, le commandant de la Police cantonale et le secrétaire général adjoint de la DSJ, a ensuite été mis en place et il a institué des groupes de travail qui ont reçu pour mission de préparer la mise en œuvre de ces axes ; leurs rapports sont attendus pour la prochaine séance de l'organe de pilotage agendée au début mars 2019.

En 2018, le Ministère public a répondu à douze consultations concernant des avant-projets ou des modifications de lois fédérales ainsi que des questions de députés. Il a aussi renoncé à répondre à cinq consultations fédérales, ne s'estimant pas impacté par les nouvelles dispositions ou les modifications proposées. Parmi les consultations auxquelles le Ministère public a répondu, il convient de relever sa prise de position détaillée sur l'avant-projet de modification du code de procédure pénale ; puisque le nouveau projet propose de l'avis du Ministère public des dispositions qui ont pour effet de ralentir les procédures ou de les compliquer sans améliorer sensiblement les attentes des parties, l'ensemble des procureurs ont été sollicités pour affirmer la position du Ministère public au regard de leurs connaissances et de leurs expériences. Le Ministère public demeure désormais dans l'attente du Message du Conseil fédéral aux Chambres.

L'année 2018 a été marquée par le lancement des travaux tendant à analyser le Pouvoir judiciaire, travaux conduits par le Service de la justice et auxquels participent le procureur général et la greffière-chef. Le Ministère public s'est aussi proposé comme service pilote dans le cadre des projets e-justice par la mise sur pied d'un groupe de travail regroupant tous les corps de métier internes et ayant pour mission d'analyser ses processus sous la conduite de l'analyste métier Thierry Declercq (Service de l'informatique et des télécommunications¹⁰). En outre, sous l'égide de l'archiviste judiciaire Charles-Edouard Thiébaud, le Ministère public a entrepris de définir son plan de classement qui vise également à réduire le volume de ses archives. Le Ministère public s'est enfin doté au 1^{er} juin 2018 du système de nouvelle gestion du temps¹¹ mis en place par le Service du personnel et d'organisation.

Sensible aux questions de formation et de communication, le Ministère public a d'une part proposé en 2018 trois journées de formation à l'attention de ses procureurs et collaborateurs, à savoir une visite du service AFIS (service de l'Office fédéral de la police-fedpol dédié à l'identification des empreintes digitales) avec la collaboration du commissariat d'identification judiciaire de la Police de sûreté (à l'attention des procureurs et greffiers), une visite du Centre universitaire romand de médecine légale à Lausanne (à l'attention des collaborateurs administratifs), une journée de formation axée avant tout sur les cyberrisques et la cybercriminalité (à l'attention des procureurs et greffiers), et enfin une journée de formation sur les techniques d'audition (à l'attention des greffiers). Adoptant par ailleurs un nouveau concept de mini-formations auxquelles peuvent librement prendre part l'ensemble de ses procureurs et collaborateurs, le Ministère public a mis sur pied en 2018 trois présentations qui portaient sur les médias, la loi sur le personnel (notamment la GTA) et la loi fédérale sur les étrangers ; ces brefs exposés ayant remporté un succès certain, le concept sera reconduit en 2019.

⁹ Ci-après DSJ.

¹⁰ Ci-après SITel.

¹¹ Ci-après GTA.

Par ailleurs, outre des séances de formation spécifique organisées pour les greffiers et les collaborateurs administratifs, deux collaboratrices ont suivi les cours de droit dispensés par le Centre de formation des aspirants de la Police cantonale fribourgeoise¹², respectivement quatre greffiers la formation CAS en magistrature.

D'autre part, en 2018, le procureur général a conduit un rapport sur l'année 2017 et deux séances plénières des procureurs ; il a également convoqué 35 séances de direction et une information interne a été assurée hebdomadairement au travers des *news* du site intranet du Ministère public. Au 31 décembre 2018, le Ministère public compte 31 directives (dont 21 publiées sur son site internet¹³) et 28 marches à suivre.

Le procureur général a été réélu en novembre 2018 à la présidence de la Conférence des procureurs de Suisse¹⁴. Il est membre de la commission des affaires juridiques de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police et des groupes de travail « cyber allianz » - présidé par le procureur général de la Confédération - ainsi que « financement surveillance téléphonique », ce dernier étant conduit par le secrétaire général du Département fédéral de justice et police. Sur le plan cantonal, le procureur général est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, ainsi que membre de la commission informatique des autorités judiciaires¹⁵, des comités de pilotage relatifs à l'analyse du Pouvoir judiciaire et e-justice, et de la séance de coordination des acteurs de la chaîne pénale (avec les procureurs généraux adjoints). Il est intervenu en 2018 comme conférencier à trois reprises : le 20 janvier dans le cadre de journée de la médecine pénitentiaire, le 31 octobre pour la Conférence des Tribunaux de mesures de contrainte et le 10 décembre aux Assises vaudoises de la chaîne pénale. Finalement, le 27 novembre 2018, à Berne, le procureur général s'est exprimé sur le code de procédure pénale devant le groupe interparlementaire « sécurité et police ».

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est déléguée CPS et membre de la commission criminalité économique (WIKRI, anciennement COMECO) de la CPS. Avec le greffier-chef, elle représente le canton de Fribourg au sein du groupe de travail romand dédié à la formation des interprètes. Sur le plan cantonal, la procureure générale adjointe est membre du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, du groupe de travail « dialogue santé-justice », et du groupe de travail « déménagement de la Prison centrale ». Enfin, elle fonctionne comme enseignante auprès du CIFPol et elle dispense des cours aux avocats-stagiaires.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du Conseil de la magistrature, du comité de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, du bureau de la Conférence latine des procureurs¹⁶ ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie), notamment en lien avec les questions de circulation routière (groupe auquel participe aussi la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière et les Préfectures) et en matière de lutte contre la criminalité organisée. Il est aussi l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise et de l'Ecole romande de la magistrature pénale. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe aux procès fictifs mis sur pied par le CIFPol.

En charge principalement de la gestion du personnel, de l'uniformisation des pratiques et de l'administration générale, les greffiers-chefs Isabelle Chablais et Raphaël Brenta ainsi que le chef de chancellerie Mathieu Chappuis ont continué de soutenir le procureur général et les procureurs généraux adjoints dans leurs tâches. La greffière-chef est membre du comité de projet relatif à l'analyse du Pouvoir judiciaire, le greffier-chef du comité de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP) et de son groupe de travail « lobbying – code

¹² Centre interrégional de formation de police, ci-après CIFPol.

¹³ www.fr.ch/mp.

¹⁴ Ci-après CPS.

¹⁵ Ci-après CIAJ.

¹⁶ Ci-après CLP.

de procédure pénale », et le chef de chancellerie du bureau informatique des autorités judiciaires¹⁷ ainsi que de la commission immobilière de l'Etat.

En leur qualité de porte-parole du Ministère public, le greffier-chef et la greffière Murielle Decurtins ont répondu aux sollicitations des médias (environ 145 demandes en 2018), rédigé et diffusé trois communiqués de presse, et organisé 57 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes. Enfin, le Ministère public a tenu une conférence de presse qui portait principalement sur la présentation de son rapport de l'année précédente.

Par la greffière Gabriella Musumeci, le Ministère public continue de participer aux travaux actuels de révision de la loi sur la protection des données.

Finalement, le Ministère public a collaboré en 2018 à la journée « futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons » organisée par la Police cantonale et à laquelle ont participé 44 enfants.

1.1.1.3.3 Les procureurs

En remplacement de la Procureure Catherine Christinaz, en congé maternité dès septembre, le Conseil de la magistrature a nommé sur proposition du Ministère public la greffière Stéphanie Amara en qualité de Procureure ad hoc, jusqu'à fin janvier 2019.

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2018 les fonctions d'enseignant :

- auprès du CIFPol : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser ;

respectivement de membre :

- du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- de Commissions de la CPS et de la CLP : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL et Groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (Commission transports), Catherine Christinaz (Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats), Jean-Frédéric Schmutz et Philippe BARBONI (COMASTUP) ;
- du Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Yvonne Gendre ;
- de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- de la Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;

¹⁷ Ci-après BIAJ.

- de la Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- du Groupe de travail en matière de travail au noir : Patrick Genoud ;
- de la Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président) ;
- du Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot ;
- et du Groupe de travail RH dans le cadre du projet « Politique du personnel » : Marc Bugnon.

1.1.1.3.4 Les collaborateurs

En 2018, le Ministère public a fait engager comme secrétaire Anthony Bouquet, respectivement comme greffiers Sacha Khomutov, Marina Bonnet Bärffuss, Tiffany Currat et David Kaelin (ce dernier, pour un remplacement d'une durée de 4 mois). Il a aussi fait engager une nouvelle conseillère économique en la personne de Christina Leipner. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli dix juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, deux étudiants en droit de l'Université de Fribourg pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire et dix aspirants CIPol de la Police de sûreté, à chaque fois pour un stage d'un jour.

Toujours en 2018, le Ministère public et le Greffe civil du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine ont procédé à un échange temporaire de deux de leurs greffières ; Gaëlle Egger a ainsi travaillé à son taux d'activité de 50% d'octobre à décembre pour le compte de la Présidente Ariane Guye alors que la greffière de cette dernière, Céline Brunod, a rejoint le Procureur Philippe Barboni durant la même période et au même taux d'activité. Même bref, ce premier échange, qui ouvre non seulement des perspectives nouvelles aux intéressées mais a aussi permis aux deux entités de compter avec un regard extérieur et expérimenté sur leurs processus, s'est révélé très concluant ; le Ministère public appelle de ses vœux une répétition de cette exercice, dans l'idéal avec une autre autorité du Pouvoir judiciaire et d'autres corps de métier.

1.1.1.3.5 Le service comptable

En 2018, le service comptable du Ministère public a accordé 2'057 (2'055 en 2017)¹⁸ paiements par acomptes, il a effectué 4'920 (4'938) rappels et 978 (985) rappels de solde, il a requis 336 (365) poursuites et il a traité 3'188 (3'225) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2018 à CHF 6'491'018.57 (CHF 6'908'286.30), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 6'800'000.00 (CHF 6'100'000.00). Ainsi, le montant encaissé par les conversions d'amende s'est établi à CHF 1'362'661.02 (CHF 1'818'725.15). Le service comptable est en outre parvenu à obtenir le remboursement du montant de CHF 39'717.40 (CHF 129'042.05) des assurances-maladies, s'agissant des frais médicaux engagés en lien avec les détentions. Enfin, il a comptabilisé durant l'année 2018 97'661 (99'497) écritures.

1.1.1.4 Divers

Comme en 2017, l'informatique et la sécurité continuent de figurer au nombre des priorités du Ministère public. Il tire d'ailleurs profit de son importante implication, par l'intermédiaire du procureur général et du chef de chancellerie, dans les projets informatiques conduits par la CIAJ et le BIAJ ainsi que dans le projet e-justice.

Dans le courant de l'année 2018, le Ministère public s'est doté d'un portique de sécurité qui assure la détection d'armes. Cette installation a nécessité la réalisation de travaux à la réception, l'engagement via une société privé d'un agent de sécurité et l'établissement d'une directive (n° 2.6.) relative aux contrôles de sécurité qui est aussi le résultat

¹⁸ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2017 dans ce chapitre.

de discussions constructives avec les représentants de l'Ordre des avocats fribourgeois. Il a aussi remplacé sa centrale d'alarme incendie/effraction/agression.

A l'instar des autres autorités du Pouvoir judiciaire et en prévision de la gestion électronique du dossier judiciaire, le Ministère public a également renouvelé son parc informatique, notamment en proposant à ses procureurs et collaborateurs un double écran ou un grand écran incurvé et il a supprimé sur demande du SITel ses lignes de fax pour privilégier l'envoi et la réception de courriers électroniques. La prochaine étape consistera en le renouvellement de son parc des imprimantes.

Le Ministère public a acquis des accès dans l'application IVZ-WEBGUI qui a remplacé ADMAS et permet de disposer des données du registre informatisé des décisions administratives en matière de circulation routière. Il suit aussi les travaux en cours auprès du Service SCPT (Service de la Confédération en charge de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication), qui mettra en service dans le courant de l'année 2019 des applications qui permettront à la Police cantonale et au Ministère public de déposer leurs demandes actuelles de contrôle téléphonique via des solutions en ligne. Enfin, il participe à la réalisation de la version Tribuna V4, notamment de son volet comptable.

1.1.1.5 Défis et perspectives 2019

Le Ministère public suit avec attention les discussions qui portent sur la réalisation d'un nouveau bâtiment pénal. Il a pris note que le SESPP s'est installé à Granges-Paccot et que la Police de sûreté devrait aussi s'établir à proximité du Commandement de la Police cantonale dans cette même commune. L'idée d'un regroupement entre les deux services précités et le Ministère public, envisagée un temps, doit dès lors être considérée comme enterrée. De même, les solutions envisagées actuellement pour la construction d'un nouvel établissement de détention en remplacement de la Prison centrale s'écartent des besoins du Ministère public, qui doit demeurer en ville notamment pour des motifs de visibilité et d'accessibilité, excluant dès lors un éventuel regroupement sous un même toit d'une nouvelle prison et du Ministère public. Celui-ci poursuivra en 2019 ses réflexions en vue de parvenir à définir où et avec quel regroupement de services un nouveau bâtiment pénal pourrait voir le jour à Fribourg.

Déjà évoqué ci-avant, après seulement 8 ans d'existence l'actuel code de procédure pénale pourrait déjà faire l'objet d'innovations importantes, dont toutes ne sont pas nécessairement souhaitées par le Ministère public. Ces modifications que proposera le Conseil fédéral sont attendues avec impatience, en principe dans le courant du premier semestre 2019.

Sous l'égide du Service de la justice et avec une implication soutenue du procureur général et de la greffière-chef, l'analyse du Pouvoir judiciaire est en marche. Le mandataire Ecoplan sera d'ailleurs reçu par deux délégations du Ministère public à brève échéance. Le Ministère public fonde de grands espoirs dans les conclusions de ces travaux qui assurément amèneront à une meilleure efficacité dans l'organisation et dans les processus des autorités du Pouvoir judiciaire.

L'intensification des projets e-justice, auxquels le Ministère public est partie prenante, est aussi saluée. Ces projets sont complémentaires aux travaux d'analyse du Pouvoir judiciaire et ils participent à l'amélioration des processus et à la mise en place du télétravail.

Finalement, le Ministère public demeure favorable à la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention. Il estime que cette reprise s'inscrit dans les perspectives exposées dans le présent chapitre et dotera le canton de Fribourg d'une organisation judiciaire plus efficace.

Annexe


1.1.2 Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	15'048
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'612
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'436
Procédures enregistrées en français	12'738
Procédures enregistrées en allemand	2'310
Procédures enregistrées et ordinaires	14'889
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	10
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	0
Procédures enregistrées du Juge d'application des peines	149
Procédures pendantes	4'241
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	158
Ordonnances de non entrée en matière	1'892
Ordonnances de classement	853
Ordonnances de suspension	1'023
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	589
Commissions rogatoires nationales	25
Commissions rogatoires internationales	78
Ordonnances pénales définitives	8'773
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au Juge de police	415
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'188
Acte d'accusation avec renvoi au Juge de police	235
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	100
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	0
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	15
Acte d'accusation, procédure simplifiée	68

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	148
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	1
Nombre de personnes en détention provisoire	204
Nombre de jours de détention	20'999
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	8
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	5

Fribourg, le 21 janvier 2019


Fabien Gasser
Procureur général


Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2018

1.1.1 Allgemeines

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Text

Die allgemeine Arbeitsbelastung der Staatsanwaltschaft im Jahr 2018 war gross. Sie blieb jedoch einigermaßen stabil und aufgrund ausreichender Mitarbeiter¹⁹ auch tragbar.

Zahlenmässig unterscheidet sich die Situation nur wenig von derjenigen im Jahr 2017. Die Anzahl der registrierten Verfahren hat zugenommen (+ 955 Einheiten) und als Folge davon auch die Anzahl der am 31. Dezember 2018 hängigen Verfahren (+ 275 Einheiten). Ebenfalls zugenommen haben die rechtskräftigen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft (+ 591 Einheiten), wohingegen der Anteil der in den ersten drei Monaten nach ihrer Registrierung erledigten Verfahren bei 64% stabil bleibt. Die Überweisungen an die Bezirksgerichte haben ebenfalls zugenommen (+ 73 Einheiten). Die Anzahl der sich in Untersuchungs- und Sicherheitshaft befindenden Personen ist nach wie vor hoch, auch wenn sie sich auf 204 inhaftierte Personen reduziert hat (- 61 Personen). Schliesslich hat die Anzahl der von Amtes wegen bestellten Verteidiger abgenommen (- 75 Verteidiger). Die Staatsanwaltschaft begrüsst diese ausgezeichneten Ergebnisse, welche dem intensiven Arbeitsrhythmus und den stetigen Bemühungen der Gesamtheit der Staatsanwälte und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft zu verdanken sind.

Im Jahr 2018 ist das neue Sanktionsrecht in Kraft getreten, was zu Anpassungen zwischen der Staatsanwaltschaft und dem Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe²⁰ beziehungsweise zu einer Reduzierung der Fälle vor dem Strafvollzugsrichter geführt hat. Des Weiteren wurde Ausschaffungs- und Härtefallklauselfällen im Rahmen nachträglicher Kontrollen durch den Generalstaatsanwalt besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Ebenfalls auf gesetzlicher Ebene hat der Vorentwurf zur Änderung der StPO zu einer detaillierten Stellungnahme durch die Staatsanwaltschaft Anlass gegeben, namentlich um auf die Auswirkungen gewisser Änderungsvorschläge aufmerksam zu machen. Im Bereich der Informatik wurden neue Schritte auf dem Weg zur elektronischen Verwaltung der Akten getätigt. Schliesslich wurde auf Personalebene das neue Konzept der Mini-Ausbildungen entwickelt.

1.1.1.2 Die Tätigkeiten

1.1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2018	2017
eingetragene Verfahren ²¹	15'048	14'093
hängige Verfahren am 31.12.	4'399	4'124
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ²²	492	436

¹⁹ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

²⁰ Nachfolgend JVBHA.

²¹ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

²² d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

1.1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

1.1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

	2018	2017
Verteilung der eingetragenen Verfahren		
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'889	13'853
Verfahren vor dem Jugendstraengericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	10	12
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	0	1
Verfahren des Strafvollzugsrichters	149	227
Total	15'048	14'093

	2018	2017
Verfahren gegen bekannte Täter	13'612	12'821
Verfahren gegen unbekanntete Täter	1'436	1'272

	2018	2017
französischsprachige Verfahren	12'738 (84.65%)	11'985 (85.04%)
deutschsprachige Verfahren	2'310 (15.35%)	2'108 (14.96%)

1.1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2018	2017
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'241 158	3'973 151
Total	4'339	4'124

1.1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2018	2017
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	492 (davon 65 suspendierte Verfahren)	436 (davon 68 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2018 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
0	3	11	11	12	39	77	339	492

1.1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

1.1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2018	2017
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'892	1'739
davon Fälle von Leichenhebungen	139	133
Sistierungsverfügungen	1'023	871
Einstellungsverfügungen	853	931
Strafbefehle	9'188	8'611
Anklageschriften	418	345
selbständige Einziehungsverfahren	0	1
selbständige nachträgliche Entscheidungen	149	245
Unzuständigkeitsentscheide	582	481
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	7	8
Übermittlungen an die Kantonspolizei	257	197
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	3'188	3'225
Nationale Rechtshilfesuche	25	21
Internationale Rechtshilfesuche	78	104
Klassierungen ohne Folge	94	97

1.1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2018	2017
rechtskräftige Strafbefehle	8'773	8'182
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	415	429
Total	9'188	8'611

1.1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2018	2017
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	235	169
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	100	92
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0	9
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	15	8
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	67	67
	1	0
Total	418	345

1.1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

	2018	2017
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	31	96
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	3	17
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	110	131
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1	0
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	4	1

1.1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle

	2018	2017
0 bis 1 Monat	23.38%	22%
1 bis 2 Monate	21.95%	22.25%
2 bis 3 Monate	18.82%	20.14%
3 bis 6 Monate	22.77%	21.22%
6 bis 12 Monate	9.79%	9.59%
12 bis 18 Monate	1.85%	2.82%
18 bis 24 Monate	0.62%	0.82%
24 bis 36 Monate	0.41%	0.6%
mehr als 36 Monate	0.41%	0.56%

1.1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart²³

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle

	2018	2017
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	10	9
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	10	9
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	834	733
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	82	80
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	1'882	1'965
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	106	125
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	31	18
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	2'822	2'483
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4'141	4'050
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'656	1'582
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'479	1'246
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'954	2'407
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ²⁴	2'958	2'845

²³ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

²⁴ Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

1.1.1.2.4 Untersuchungshaft

	2018	2017
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	204	265
Anzahl Hafttage	20'999	24'927

1.1.1.2.5 Beschwerden

	2018	2017
Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden		
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22	24
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	0

1.1.1.2.6 Verteidiger

	2018	2017
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	208 73	283 100

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

1.1.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

	2018	2017
Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts		
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	8	1
Einsprachen gegen Strafbefehle	5	16

1.1.1.3 Das Personal

1.1.1.3.1 Im Allgemeinen

Text

Am 31. Dezember 2018 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 58.7 (VZÄ²⁵) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal umfasst 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.7 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (14.7 VZÄ) sowie eine Wirtschaftsberaterin (0.9 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (4.4 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (4 VZÄ) sowie die Lehrlinge (2 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 78 Personen.

²⁵ Vollzeitäquivalente.

1.1.1.3.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Der Generalstaatsanwalt hat zusammen mit dem Staatsrat die Leitlinien der Politik bezüglich Kriminalitätsbekämpfung für die Periode 2018 bis 2021 definiert (Erlass des Staatsrates vom 8. Mai 2018). Hierzu haben sie sich auf die Berichte der von den spezialisierten Staatsanwälten geleiteten Arbeitsgruppen gestützt. Die Arbeitsgruppen haben eng mit Mitarbeitern der Kantonspolizei sowie anderer Dienststellen, die in regem Kontakt zur Staatsanwaltschaft stehen, zusammengearbeitet. Die Leitlinien beinhalten die Verstärkung der Bedrohungs- und Risikoverwaltung mit der Schaffung einer Zelle für *case management* bei der Kantonspolizei, welche für die Datenbeschaffung über Risikopersonen zuständig ist; die Gewaltbekämpfung, was auch häusliche Gewalt und eine Intensivierung der Präventionsarbeit bei Minderjährigen umfasst; die Bekämpfung des Betäubungsmittelhandels die Bekämpfung von organisierter Kriminalität; die Bekämpfung von Schwarzarbeit und die Bekämpfung von ungesittetem Verhalten. Diese Leitlinien sind anlässlich einer von der Sicherheits- und Justizdirektion²⁶ organisierten Pressekonferenz am 27. Juni 2018 vorgestellt worden. Anschliessend wurde ein Lenkungsausschuss bestehend aus Generalstaatsanwalt, Kommandant der Kantonspolizei und stellvertretendem Generalsekretär des SJD gegründet. Dieser hat sodann Arbeitsgruppen zusammengestellt, welche mit der Aufgabe betraut wurden, die Umsetzung der verschiedenen Leitlinien vorzubereiten. Die Berichte der Arbeitsgruppen werden für die nächste Sitzung des Lenkungsausschusses Anfang März 2019 erwartet.

Im Jahr 2018 hat die Staatsanwaltschaft im Rahmen von 12 Vernehmlassungsverfahren zu Vor- oder Änderungsentwürfen für unterschiedliche Bundesgesetze sowie zu Fragen von Abgeordneten Stellung bezogen. Im Übrigen hat die Staatsanwaltschaft im Rahmen von fünf Vernehmlassungsverfahren darauf verzichtet Stellung zu nehmen, da sie der Meinung war, von den neuen Bestimmungen oder den vorgeschlagenen Änderungen nicht betroffen zu sein. Hervorzuheben gilt es die detaillierte Stellungnahme der Staatsanwaltschaft bezüglich des Vorentwurfes zur Änderung der Strafprozessordnung; da das neue Projekt nach Ansicht der Staatsanwaltschaft Bestimmungen enthält, welche die Verfahren verlangsamen oder verkomplizieren, ohne die Ansprüche der Parteien spürbar zu verbessern, wurden alle Staatsanwälte dazu aufgefordert, den Standpunkt der Staatsanwaltschaft mit ihrem Wissen und ihren Erfahrungen zu untermauern. Die Staatsanwaltschaft erwartet jetzt die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung.

Zu Beginn des Jahres 2018 wurden die Arbeiten begonnen, welche zum Ziel haben, die Justizbehörden zu analysieren. Diese Arbeiten werden durch das Amt für Justiz geleitet und erfolgen unter Mitarbeit des Generalstaatsanwaltes und der Chefgerichtsschreiberin. Die Staatsanwaltschaft hat sich auch als Pilotdienst im Rahmen des Projektes e-justice zur Verfügung gestellt. Hierzu wurde eine Arbeitsgruppe, in welcher alle internen Berufsstände vertreten sind, auf die Beine gestellt und mit der Aufgabe betraut, unter der Führung des Experten Thierry Declercq (Amt für Informatik und Telekommunikation²⁷) die eigenen Prozesse zu analysieren. Des Weiteren hat die Staatsanwaltschaft, unter anderem mit dem Ziel das Volumen der Archive zu reduzieren, unter der Führung des Archivars der Gerichtsarchive Charles-Edouard Thiébaud begonnen, ihr Klassifizierungssystem zu definieren. Schliesslich hat sich die Staatsanwaltschaft am 1. Juni 2018 mit Hilfe des Amtes für Personal und Organisation mit dem neuen Zeiterfassungssystem ausgerüstet.

Der Staatsanwaltschaft sind Weiterbildung und Kommunikation wichtig, weshalb sie im Jahr 2018 drei Weiterbildungstage für die Staatsanwälte und ihre Mitarbeiter angeboten hat. Dies waren im Einzelnen: ein Besuch bei der Dienststelle AFIS (Dienststelle des Bundesamtes für Polizei – Fedpol für die Identifikation digitaler Fingerabdrücke) in Zusammenarbeit mit dem Erkennungsdienst der Kriminalpolizei (Staatsanwälte und Gerichtsschreiber), ein Besuch beim Universitätszentrum für Rechtsmedizin in Lausanne (administrative Mitarbeiter), eine Weiterbildung bezüglich Cyberrisiken und Cyberkriminalität (Staatsanwälte und Gerichtsschreiber)

²⁶ Nachfolgend SJD.

²⁷ Nachfolgend ITA.

und schliesslich eine Weiterbildung über Befragungstechniken (Gerichtsschreiber). Im Rahmen des neuen Konzepts der Mini-Ausbildungen, an welchen alle Mitarbeiter frei teilnehmen dürfen, hat die Staatsanwaltschaft drei Vorträge, welche die Medien, das Gesetzes über das Staatspersonal (insbesondere das neue Zeiterfassungssystem) und das Bundesgesetz über die Ausländer behandelten, organisiert. Da diese kurzen Vorträge viel Zuspruch fanden, wird das Konzept auch im Jahr 2019 fortgeführt.

Ansonsten haben neben den spezifischen Ausbildungen für Gerichtsschreiber und administrative Mitarbeiter zwei Mitarbeiterinnen den Rechtsunterricht des Ausbildungszentrums der Aspiranten der Kantonspolizei Freiburg²⁸ besucht und vier Gerichtsschreiber die Ausbildung «CAS en magistrature» abgeschlossen.

Im Jahre 2018 hat der Generalstaatsanwalt einen Rapport über das Jahr 2017 und zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte geleitet und 35 Direktionssitzungen einberufen. Überdies wurde der interne Informationsaustausch über die wöchentlich im Intranet aufgeschalteten *News* garantiert. Am 31. Dezember 2018 verfügte die Staatsanwaltschaft über 31 Richtlinien (wovon 21 auf ihrer Internetseite veröffentlicht sind²⁹) und 28 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Der Generalstaatsanwalt wurde im November 2018 als Präsident der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz³⁰ wiedergewählt. Er ist Mitglied der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren sowie der Arbeitsgruppen «cyber allianz», präsiert durch den Bundesanwalt, und „Finanzierung telefonischer Überwachungen“ unter der Leitung des Generalsekretärs des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements. Auf kantonaler Ebene ist er Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen sowie Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden, der Lenkungsausschüsse für die Analyse der Gerichtsbehörden und für das e-justice-Projekt und der Koordinationssitzung der Akteure der Verfahrenskette der Strafverfolgung (mit den stellvertretenden Generalstaatsanwälten). Im Jahr 2018 ist der Generalstaatsanwalt zudem viermal als Redner aufgetreten: am 20. Januar 2018 im Rahmen der Jahrestagung der schweizerischen Gefängnisärzte, am 31. Oktober 2018 für die Konferenz der Zwangsmassnahmengerichte, am 10. Dezember 2018 anlässlich der „Assises vaudoises de la chaîne pénale“ und schliesslich am 27. November 2018 vor der interparlamentarischen Gruppe „Sicherheit und Polizei“, wo er sich bezüglich der Strafprozessordnung geäussert hat.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Delegierte der SSK und Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK (WIKRI, ehemals COMECO). Zusammen mit dem Chefgerichtsschreiber vertritt sie den Kanton Freiburg in der französischsprachigen Arbeitsgruppe für die Ausbildung von Übersetzern. Auf kantonaler Ebene ist die stellvertretende Generalstaatsanwältin Mitglied des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, der Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, der Arbeitsgruppe „Dialog Gesundheit-Justiz“ sowie der Arbeitsgruppe „Umzug des Zentralgefängnisses“. Schliesslich unterrichtet sie an der IPAZ und erteilt Kurse für Anwaltspraktikanten.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Mitglied des Justizrates, des Vorstands der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen, der «Conférence latine des procureurs³¹» und unterschiedlicher Arbeitsgruppen der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie), insbesondere jener für Strassenverkehr, welcher auch die Kommission für Administrativverfahren im Strassenverkehr sowie die Oberämter angehören, und jener für den Kampf gegen organisierte Kriminalität. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg und bei der „Ecole romande de la magistrature pénale“. Schliesslich unterrichtet er an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

²⁸ Interregionales Polizei-Ausbildungszentrum, nachstehend IPAZ.

²⁹ www.fr.ch/mp.

³⁰ Nachfolgend SSK.

³¹ Nachfolgend CLP.

Die hauptsächlich für die Personalverwaltung, die Vereinheitlichung der Abläufe und die allgemeine Verwaltung zuständigen Chefgerichtsschreiber Isabelle Chablais und Raphaël Brenta unterstützen zusammen mit dem Kanzleichef Mathieu Chappuis den Generalstaatsanwalt sowie die stellvertretenden Generalstaatsanwälte in ihren Aufgaben. Die Chefgerichtsschreiberin ist Mitglied des Lenkungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden. Der Chefgerichtsschreiber gehört dem Vorstand der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS) und seiner Arbeitsgruppe „Lobbying – Strafprozessordnung“ an und Mathieu Chappuis demjenigen des Informatikbüros der Gerichtsbehörden sowie der Immobilienkommission des Staates.

Als Sprecher der Staatsanwaltschaft haben Raphaël Brenta und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins die Anfragen der Medien beantwortet, drei Pressemitteilungen verfasst und verbreitet und 57 Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen für die Journalisten gewährt. Zudem hat die Staatsanwaltschaft eine Pressekonferenz abgehalten, welche sich im Wesentlichen mit dem Jahresbericht 2017 befasste.

Mit der Gerichtsschreiberin Gabriella Musumeci nimmt die Staatsanwaltschaft ausserdem nach wie vor an den aktuellen Arbeiten zur Revision des Gesetzes über den Datenschutz teil.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im Jahre 2017 zusammen mit der Kantonspolizei den «Nationalen Zukunftstag-Seitenwechsel für Mädchen und Jungs» organisiert, an welchem 44 Kinder teilgenommen haben.

1.1.1.3.3 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Als Vertretung für die sich ab September im Mutterschaftsurlaub befindende Staatsanwältin Catherine Christinaz, hat der Justizrat auf Empfehlung der Staatsanwaltschaft Stéphanie Amara als Staatsanwältin ad hoc bis Ende Januar 2019 ernannt.

Die Staatsanwälte haben 2018 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- bei der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten (Vorbereitung auf die Prüfung des Strafrechts und des Strafprozessrechts) : Jean-Luc Mooser ;

beziehungsweise als Mitglied:

- der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- der Kommission der SSK und der CLP: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (Transportkommission), Catherine Christinaz (Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und «Sicherheit der Magistratspersonen»), Philippe Barboni und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- des Direktionsbüros der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Yvonne Gendre;
- der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
- der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;

- der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Patrick Genoud;
- der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident) ;
- der Arbeitsgruppe « FMÜ Architekturboard »: Frédéric Chassot;
- der Arbeitsgruppe „Human Resources“ im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon.

1.1.1.3.4 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Im Jahre 2018 stellte die Staatsanwaltschaft Anthony Bouquet als Sekretär und Sacha Khomutov, Marina Bonnet Bärffuss, Tiffany Currat sowie David Kaelin (Letzterer für eine Vertretung von 4 Monaten) als Gerichtsschreiber ein. Sie stellte zudem eine wirtschaftliche Beraterin in der Person von Christina Leipner ein. Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft zehn Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren, zwei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg im Rahmen ihrer Seminararbeit ein Praktikum von zwei Monaten gewährt und zehn IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei für ein jeweils eintägiges Praktikum empfangen.

Im Verlauf des Jahres 2018 haben die Staatsanwaltschaft und das Zivilgericht des Saanebezirks zudem einen vorübergehenden Austausch zweier ihrer Gerichtsschreiberinnen vorgenommen; so hat Gaëlle Egger im 50%-Pensum von Oktober bis Dezember für die Gerichtspräsidentin Ariane Guye gearbeitet und deren Gerichtsschreiberin Céline Brunod hat in der gleichen Periode und mit dem gleichen Beschäftigungsgrad für den Staatsanwalt Philippe Barboni gearbeitet. Dieser Austausch hat nicht nur den Beteiligten neue Perspektiven eröffnet, sondern überdies beiden Entitäten erlaubt, einen geschulten Blick von Aussen auf ihre Abläufe zu erhalten und war deshalb - auch wenn von kurzer Dauer - sehr aufschlussreich. Die Staatsanwaltschaft würde sich eine Wiederholung eines solchen Austausches wünschen, und zwar idealerweise unter der Beteiligung einer anderen Justizbehörde und eines anderen Berufsstandes.

1.1.1.3.5 Die Buchhaltungsabteilung

Die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft gewährte im Jahre 2018 2'057 (2'055)³² Ratenzahlungen, versandte in 4'920 (4'938) Fällen Mahnungen, in 978 (985) weiteren Fällen Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 336 (365) Beteiligungen ein und behandelte 3'188 (3'225) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2018 CHF 6'491'018.57 (CHF 6'908'286.30), wobei das Budget einen Betrag von CHF 6'800'000.00 (CHF 6'100'000.00) vorsah. So wurden durch die Umwandlung von Bussen CHF 1'362'661.02 (CHF 1'818'725.15) einkassiert. Zudem hat die Buchhaltungsabteilung von den Krankenkassen im Zusammenhang mit Häftlingen entstandene Krankheitskosten in der Höhe von CHF 39'717.40 (CHF 129'042.05) zurückerhalten. Schliesslich nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2018 insgesamt 97'661 (99'497) Buchungen vor.

1.1.1.4 Diverses

Wie im Jahr 2018 gehören die Informatik und die Sicherheit zu den Prioritäten der Staatsanwaltschaft. Sie profitiert zudem von der Teilnahme des Generalstaatsanwaltes und des Kanzleichefs an den Informatikprojekten der Informatikkommission der Gerichtsbehörden und des Informatikbüros der Gerichtsbehörden, und dem Projekt e-justice.

³² Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel jeweils auf das Jahr 2017.

Im Verlauf des Jahres 2018 hat sich die Staatsanwaltschaft mit einem Sicherheitsportal zur Detektion von Waffen ausgerüstet. Im Zusammenhang mit der Installation des Sicherheitsportals wurden Bauarbeiten im Bereich der Rezeption getätigt, ein privater Sicherheitsbeamter eingestellt und – nach konstruktiven Diskussionen mit Vertretern des Freiburger Anwaltsverbandes - eine Richtlinie (Nr. 2.6) betreffend Sicherheitskontrollen verfasst. Die Staatsanwaltschaft hat dieses Jahr zudem auch ihre Zentrale für Feuer-, Einbruch- und Gewalalarm erneuert.

In Vorbereitung auf die elektronische Verwaltung der Akten hat die Staatsanwaltschaft wie auch die anderen Justizbehörden ihren Informatikbestand erneuert, namentlich indem den Staatsanwälten und ihren Mitarbeitern ein Doppelbildschirm oder ein grosser gewölbter Bildschirm zur Verfügung gestellt wurde. Auf Anweisung des ITA hat die Staatsanwaltschaft ausserdem ihre Faxlinien abgeschafft, um den Versand und Empfang elektronischer Post zu fördern. Die nächste Etappe wird in der Erneuerung des Druckerbestandes bestehen.

Die Staatsanwaltschaft hat Zugang zur Webanwendung IVZ-WEBGUI erhalten. Diese ersetzt ADMAS und ermöglicht den Zugang zu Daten des informatisierten Registers für Administrativentscheide betreffend Strassenverkehr. Die Staatsanwaltschaft verfolgt auch die laufenden Arbeiten des Dienstes DÜPF (Dienst des Bundes zur Überwachung der Post und des Fernmeldeverkehrs). Dieser wird im Verlauf des Jahres 2019 Webanwendungen in Betrieb nehmen, welche es der Kantonspolizei und der Staatsanwaltschaft erlauben werden, ihre Anträge auf telefonische Überwachung online zu stellen. Schliesslich beteiligt sich die Staatsanwaltschaft an der Realisierung der Tribuna-Version V4, und zwar insbesondere für jene Komponenten, welche die Buchhaltung betreffen.

1.1.1.5 Herausforderungen und Perspektiven 2019

Die Staatsanwaltschaft verfolgt die Diskussionen bezüglich eines neuen Strafgebäudes aufmerksam. Sie hat zur Kenntnis genommen, dass sich das JVBHA in Granges-Paccot niedergelassen hat und sich die Kriminalpolizei in der Nähe des Kommandos der Kantonspolizei in derselben Gemeinde einrichten wird. Die Idee eines Zusammenschlusses der beiden vorgenannten Dienste und der Staatsanwaltschaft, wie sie eine Zeit lang erwogen wurde, wird deshalb nicht mehr weiter verfolgt. Auch eine eventuelle Zusammenlegung der Staatsanwaltschaft und der zum Ersatz des Zentralgefängnisses geplanten neuen Haftanstalt muss nun ausgeschlossen werden, da die Staatsanwaltschaft aus Gründen der Sichtbarkeit und Erreichbarkeit in der Stadt Freiburg verbleiben muss und die aktuellen Lösungsvorschläge bezüglich Standort der neuen Haftanstalt diesem Bedürfnis widersprechen. Die Staatsanwaltschaft wird somit weiterhin der Frage nachgehen, wo und im Zusammenschluss mit welchen Dienststellen in Freiburg ein neues Strafgebäude entstehen könnte.

Wie bereits zuvor erwähnt, könnte die Strafprozessordnung nur 8 Jahre nach ihrem Inkrafttreten bereits Gegenstand wichtiger, von der Staatsanwaltschaft nicht unbedingt gewünschter, Neuerungen werden. Die diesbezügliche Botschaft des Bundesrates wird im ersten Semester 2019 erwartet.

Die Analyse der Justizbehörden ist unter der Führung des Amtes für Justiz und der tatkräftigen Beteiligung des Generalstaatsanwaltes und der Chefgerichtsschreiberin in vollem Gang. Die hiermit beauftragte Firma Ecoplan wird im Übrigen in Kürze von zwei Delegationen der Staatsanwaltschaft empfangen werden. Die Staatsanwaltschaft setzt grosse Hoffnungen in diese Arbeiten, welche zu grösserer Effizienz in der Organisation und den Abläufen der Justizbehörden führen werden.

Die Staatsanwaltschaft begrüsst die Intensivierung der e-justice-Projekte, an welchen sie auch beteiligt ist. Diese Projekte ergänzen die Arbeiten bezüglich der Analyse der Justizbehörden und wirken bei der Verbesserung der Abläufe und der Umsetzung der Telearbeit mit.

Schliesslich befürwortet die Staatsanwaltschaft die Rücknahme der oberamtlichen Kompetenzen im Bereich der Übertretungen. Sie ist der Ansicht, dass dies dem Kanton Freiburg zu einer effizienteren Organisation seiner Gerichtsbehörden verhelfen wird und somit im Sinne der in diesem Kapitel dargelegten Perspektiven steht.

Beilage

1.1.2 Statistische Tabelle

Eingetragene Verfahren	15'048
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	13'612
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'436
Eingetragene französischsprachige Verfahren	12'738
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'310
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'889
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	10
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	0
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	149
Hängige Verfahren	4'241
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	158
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'892
Einstellungsverfügungen	853
Sistierungsverfügungen	1'023
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	589
Nationale Rechtshilfeersuche	25
Internationale Rechtshilfeersuche	78
Rechtskräftige Strafbefehle	8773
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	415
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'188
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	235
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	100
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	15
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	68

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	148
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	204
Anzahl Hafttage	20'999
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	8
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	5

Freiburg, den 21. Januar 2019


 Fabien Gasser
 Generalstaatsanwalt


 Raphaël Brenta
 Chefgerichtsschreiber